



ARRÊTÉS

ARRÊTÉ
G076/2024

Rozenn ROUILLER, Maire de la Commune de MONTPON-MENESTEROL,
 Vu le code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213.1 à L2213.6,
 Vu le code de la route et notamment les articles R110.1, R110.2, R411.5, R411.8, R411.18 et R411.25 à R411.28,
 Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, livre I – Huitième partie : signalisation temporaire,
 Vu l'arrêté G139/2020 portant délégation de fonction aux adjoints notamment en matière de police de voirie,
 Vu l'arrêté général de circulation G517/2023,
 Vu la demande formulée par SPIE pour le compte de ENEDIS, en date du 01 février 2024 relative à des travaux de réalisation d'une tranchée électrique et implantation de poteaux électriques Impasse du Général Leclerc, du 08 au 23 février 2024,
 Considérant la nécessité de déroger à l'arrêté général de circulation G517/2023,
 Considérant qu'en raison des travaux, il y a lieu de régir la circulation et le stationnement afin d'assurer la sécurité des usagers et des pétitionnaires,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : En raison des travaux, la circulation de tous les véhicules, se fera en alternat manuel Impasse du Général Leclerc du 08 au 23 février 2024.

ARTICLE II : Le stationnement de tous les véhicules sera interdit dans l'emprise du chantier durant toute sa durée.

ARTICLE III : La circulation sera limitée à 30 Km/h dans l'emprise du chantier.

ARTICLE IV : La signalisation règlementaire sera mise en place par le pétitionnaire.

ARTICLE V : Le demandeur devra assurer la conservation des ouvrages publics et faire, le cas échéant, la réfection à l'identique

ARTICLE VI : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE VII : Madame la Maire de Montpon-Ménestérol, Monsieur le Lieutenant-Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Dordogne, Messieurs les Policiers Municipaux, Messieurs les agents habilités pour relever les contraventions sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE VIII : Conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Bordeaux peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Fait à MONTPON-MÉNESTÉROL, le 02 février 2024.

La Maire, Rozenn ROUILLER.

Plo



Publié / Notifié le 02/02/2024
 Au pétitionnaire
 Mode de transmission : mail

L'Adjoint Délégué,
Anthony WILLIAMS